CORPS LÉGISLATIF.

FRC
9482
Case
FRC
17058

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

RAPPORT

FAIT

PAR JEAN DEBRY,

AU NOM D'UNE COMMISSION SPÉCIALE,

Sur la Conspiration découverte le 12 pluviôse an V, tendante au renversement du gouvernement républicain et au rétablissement de la royauté.

Les autres membres de la commission sont les représentans ROGER MARTIN, DUBOIS (des Vosges), CHAZAL, DAUNOU.

Séance du 10 Ventôse, an V.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Un arrêté du Conseil, en date du 14 pluviôse, a renvoyé à une commission spéciale le message du Directoire et les pièces relatives à la dernière conspiration découverte, et l'a chargée de vous faire un

THE NEWBERRY
LIBRARY

rapport à ce sujet. C'est pour exécuter cet arrêté que je me présente à cette tribune, au nom de votre commission. Elle doit vous dire, avant de commencer, que cette unanimité qui a caractérisé le Conseil chaque fois qu'il a fallu se montrer contre les factions, est un sentiment qu'elle n'a jamais perdu de vue en parlant de chacune d'elles. Ainsi donc, que les bons citoyens, que les amis de l'ordre se rassurent, puisqu'il leur est prouvé que la différence dans les opinions législatives n'est point chez nous le dissentiment dans les principes républicains, et que chaque fois qu'il faudra lutter contre les crimes éversifs de notre gouvernement, on nous trouvera réunis de volonté et d'action pour les rechercher et les punir. Que les méchans cessent d'espérer, puisque nous savons qu'appelés à faire des lois comme législateurs, notre mission est aussi, comme représentans du peuple, de veiller sans relâche au maintien et à la défense de la République et de la constitution qui nous régit; qu'ils apprennent que, connoissant nos devoirs, nos droits et notre dignité, nous nous honorerons tous de déployer, s'il le falloit, ce caractère d'élévation et de fermeté qui, dans les occasions critiques, a signalé les assemblées nationales de France qui nous ont précédés; qu'ils viennent interroger, je ne dis pas seulement nos principes, notre loyauté, notre amour pour la République, mais encore notre respect pour nous-mêmes: ils verront, à la honte de leurs projets, que l'opinion à cet égard ne sera jamais contredite dans le Corps législatif.

Vous avez donné un grand et utile exemple de la sagesse et de la prudence qui, dans les occasions les plus critiques, doivent caractériser des législateurs constitutionnels, lorsqu'au récit de la conspiration qui menaçoit de renverser la République, vous avez attendu avec calme le fruit des recherches

du gouvernement. Cette conduite se trouve pleinement conforme et à l'intérêt de l'Etat, et au vôtre, qui n'en peut être séparé. En effet, non-seulement la précipitation auroit pu embarrasser la marche du Directoire, rompre le fil de ses mesures ou éventer le secret qui leur étoit nécessaire ; mais qui sait s'il n'entroit pas dans le calcul des conspirateurs de supposer que la découverte d'une partie de leurs complots opéreroit une réaction d'indignation dont ils se seroient servis pour accuser les républicains de vouloir rétablir ce régime auquel on feint d'attacher leur nom, quoique l'on n'ignore pas qu'ils en étoient les victimes les moins épargnées ? qui sait si alors vous n'eussiez pas vu surgir une nouvelle bande affectant le langage de la pitié et de la raison, et disant au peuple : *Vous le voyez, cette constitution n'est pas en force suffisante pour se garantir elle-même ; elle nous entraîne sans cesse d'une extrémité à l'autre ; il faut l'accommoder à nos mœurs, la régulariser.* Vous appercevez sans doute quel vaste champ l'exécution d'un pareil plan ouvroit à l'intrigue, à l'ambition, et à l'éternelle ennemie de toutes les vertus, la calomnie. Graces en soient rendues à votre attitude calme et tranquille ! vous l'avez déjoué.

Mais aujourd'hui que ces considérations ne subsistent plus, vous devez au peuple, vous vous devez à vous-mêmes de porter la lumière sur ces trames sans cesse renaissantes, d'en signaler le caractère immuable malgré les travestissemens qu'on leur donne, d'éveiller l'horreur des familles sur les moyens dont ces conspirateurs ont besoin, et sur le but vers lequel ils tendent. Oh ! s'il étoit possible qu'oubliant un instant, et des ressentimens qui ne remédient point aux maux passés, et cet appétit désordonné du changement qui empêche le bien actuel de prendre

racine, les citoyens ouvrissent les yeux sur leurs véritables intérêts, leur volonté manifestée mettroit bientôt la constitution à l'abri de toute atteinte; et ces révolutions qu'on leur fait craindre deviendroient impossibles : ils se convaincroient que ceux qui les tiennent dans une anxiété, dans une agitation continuelles, n'ont d'autre but que de les avoir sous leur main pour les faire servir d'instrumens, pour les déplacer à leur gré, et que le succès de leurs atroces espérances, loin d'être la réparation des malheurs qu'ils ont soufferts, n'en seroit que l'excès et le complément de leur ruine. Malheureusement, tel est l'effet d'une révolution, que le souvenir des maux qu'elle a pu causer étouffe le sentiment du bien qu'elle amène. Ne nous lassons donc point, magistrats du peuple, de l'adoucir ce peuple, de l'instruire, de le rallier vers la constitution; si les intrigans profitent de ses désastres pour la lui faire haïr, profitons-en aussi pour l'y attacher davantage, en lui montrant que s'il pouvoit l'abandonner un instant, ces mêmes désastres se renouvelleroient avec plus de violence, et que sa perte, sa destruction, seroient inévitables. Quand on a long-temps tenu la mer, les dangers mêmes de la traversée sont un motif de plus pour rester au port. Posons des fanaux sur les écueils que nous avons passés et dont plusieurs sont encore couverts de nos propres débris; c'est un service à rendre à ceux qui doivent nous succéder : souvent l'inexpérience dans la carrière politique engage dans de fausses routes ceux qui eussent suivi la bonne, si on la leur eût montrée; et une fois engagés, l'amour-propre empêche de rétrograder. Les chefs des factions n'ignorent point cette disposition du cœur humain.

Je vous ai exposé dans quel esprit et pour quelle fin nous allions vous faire le rapport sur les pièces

de la conspiration découverte. C'est parce que nous l'avons jugé du plus haut intérêt pour le peuple, qu'à l'époque où il va choisir ses magistrats, la crainte d'une imputation injuste ne nous a point arrêtés, et que nous avons préféré essuyer une calomnie de plus, au danger de le laisser incertain sur ce qu'il doit croire de sa situation actuelle. Après six ans de vie publique, ce que l'on brigue, ce ne sont plus les places, c'est le succès et la durée de l'œuvre auquel on a travaillé.

Les individus prévenus de la conspiration appartiennent aux tribunaux; ce n'est point d'eux que nous vous parlerons. L'examen de la conspiration est du ressort du législateur : c'est d'elle que nous allons vous entretenir. Lorsque de toutes parts on cherche à obscurcir ce que des symptômes trop alarmans faisoient prévoir à l'avance, lorsque les faits les plus positifs sont contestés ou même niés avec le sang-froid de la conviction, quelle croyez-vous que doive être l'opinion dans un tel renversement d'idées et de principes? et cependant, législateurs, l'opinion aussi crée les révolutions et change la surface des Etats. Qu'il sera beau, le jour où, certains que l'opinion publique en France est fixée, et que son flambeau pourra faire disparoître toutes ces fausses lueurs avec lesquelles on veut l'effacer, nous pourrons dire aux citoyens réunis : *Dormez en paix, nous veillons!*

Il est incontestable qu'un parti puissant, organisé, habile à prendre toutes sortes de couleurs et de masques, à employer la force, la corruption, la ruse, l'assassinat et la calomnie, travaille en France avec une barbare persévérance à détruire le gouvernement républicain et à rendre la liberté fatigante ou odieuse. Oui, ce parti existe depuis la révolution; il se compose de tout ce qui regrette les

abus et les privilèges, parce qu'il sent que l'effet immanquable de la révolution doit être de chasser ces abus, d'extirper ces privilèges, et de donner à chacun ces moyens de prospérité commune qui font la véritable force d'un Etat, et que peut produire seule l'égalité politique. Ce parti veut-il rétablir un trône, une domination autre que celle de la loi ? ceci ne fait plus de doute. Est-il payé par l'étranger ? Je le crois, et je l'en hais davantage. En effet, puisque l'on a hautement proposé dans la chambre des pairs d'Angleterre de faire aux Français une guerre *d'extermination*, cette indiscrétion ministérielle ne nous dit-elle pas suffisamment que tous les moyens sont bons à qui peut concevoir un pareil plan ? Et s'il faut que les faits confirment ici ce que la raison vous indique ; ce qui s'est passé dans la Vendée, dans la guerre des chouans ; ce qui est contenu dans les pièces de la conspiration, ces rapides correspondances de Paris à Calais, et de Calais à Londres ; ces demandes de fonds pour entretenir *la manufacture, pour sauver les entrepreneurs, pour les remplacer*, ne vous démontrent-ils pas que l'or des nations dépouillées paye ici tous les vices et tous les crimes pour nous punir d'avoir osé être libres ? Ils manquent d'hommes pour détruire les Français, et ce sont des Français qui les servent !

Donnez à ce parti le nom que vous voudrez, toujours est-il constant qu'il est anti-républicain, anti-constitutionnel : jugez donc, comme étant de ce parti, tout ce qui agit et travaille contre la République. Royalistes pour les Capets de Blankenbourg, royalistes pour les Capets d'Hambourg ; amis de la constitution de 1793, partisans de celle de 1791 : tous ces hommes n'ont d'abord qu'un même but, le renversement du gouvernement actuel ; et comme

je suis convaincu que toute atteinte qui lui seroit portée avec efficacité nous meneroit rapidement à la tyrannie royale, rien ne m'empêchera de croire que les meneurs de toutes les factions ne travaillent sciemment pour la royauté. On avoit donc mille fois raison lorsque l'on combattoit dans cette enceinte avec constance pour le maintien de tous les principes qui ont fondé et qui maintiendront la République contre les coups que l'aristocratie, le fanatisme, la soif des vengeances, et même la folie des passions irritées, tentoient de leur porter. L'extravagance n'est pas plus la liberté que la servitude n'est le bonheur. S'il faut de la sagesse pour combiner les lois, il faut de l'énergie pour maintenir une constitution républicaine dans son enfance; et l'une n'exclut pas l'autre. On avoit donc mille fois raison de ne pas ajouter une foi implicite à ces hommes qui, voyant des anarchistes par-tout où se trouvoient des républicains, ne voyoient des royalistes nulle part; trouvoient tout simple que l'on détruisît tout ce qui avoit servi à la révolution, à-peu-près comme lorsqu'un bâtiment est construit, on en retire l'échafaudage; et qui enfin, condamnant successivement tout ce qui portoit le caractère du républicanisme, à l'instar de l'axiôme des papistes qui disent *hors de l'église point de salut*, nous auroient bientôt forcés de crier : *Hors du royaume point de République.*

Passons aux autres inductions à tirer des pièces; mais préalablement gardez-vous de présumer, ô nos collègues, que votre commission tente ici de grossir une des parties de la conspiration pour empêcher que les autres ne soient apperçues. Nous vous parlons du royalisme, parce que c'est lui qui se présente aujourd'hui en première ligne. Si l'on a droit d'être affecté qu'en prêchant l'ordre on

soit accusé de tendance à la domination arbitraire, le même droit existe pour ceux qui, attaquant le despotisme abattu, sont suspectés de favoriser l'anarchie, ou à qui l'on prête des vues ultérieures pour tel ou tel chef, comme si tous ne devoient point être également odieux. En serions-nous donc venus à ce point de dégradation, que nous ne soyons divisés que pour le choix du maître ? Non, citoyens, il existe une majorité immense d'hommes purs qui n'ont besoin que d'être éclairés pour défendre, au péril de leur vie, cette constitution républicaine que tant de sang a payée, et dont la moindre altération exposeroit et leurs biens et leur existence.

Ce ne sera donc point par une prétermission oratoire que nous parlerons de la faction désignée sous le nom de *faction d'Orléans*. Elle existe. Si le gouvernement peut en avoir les pièces convictives, dès l'instant où il croira pouvoir nous les faire connoître, on verra si ce sont les républicains qui mettent lenteurs, retardemens ou subterfuges à la poursuivre: elle existe, disons-nous, parce que dès l'instant où, dans une République, le fol espoir de la domination peut persuader à quelques-uns qu'ils ont le droit de renverser la liberté, il est dans la nature que tous ceux qui croient avoir reçu de la naissance ce même prétendu droit, ou travaillent pour arriver au même but, ou que l'on travaille pour les y amener. Et remarquez, représentans, que tant que ce préjugé subsiste, c'est moins par la difficulté des moyens qu'il faut juger la possibilité de la conspiration que par l'opinion à laquelle le préjugé a donné lieu. Marat disoit : Où sont mes troupes ? Elles ont paru le 2 juin ; mais d'inférer de là que tout ce qui lutte contre les autres factions apparentes et imminentes est nécessairement de cette dernière, ce seroit raisonner comme ceux qui, ayant vu qu'un plan de

diviser la France en Républiques pour l'affoiblir pouvoit exister *dans quelques têtes*, se sont servis de ce chimérique prétexte pour faire planer le soupçon et le glaive sur tous les citoyens qui s'opposoient à leurs vues ambitieuses et dévastatrices, et sont parvenus au point, ou de disperser, ou de conduire à l'échafaud comme coupables de ce crime prétendu, les plus courageux défenseurs de la liberté et de la République ; attentat inoui dont l'histoire sans doute fera honneur au machiavélisme des cabinets de Londres et de Vienne, à qui, en dernière analyse, il appartient, puisqu'il n'a profité qu'à eux seuls. Retenons-le bien : il n'est point de faction dont le premier intérêt ne soit de couvrir de l'odieux qui lui appartient tout ce qui ne veut pas servir sous ses bannières : ainsi, et ceci nous le disons autant pour le parti d'Orléans que pour celui de Louis XVIII ou de tout autre, il n'est pas aussi contraire à leurs vues qu'on pourroit le croire, de se laisser nommer impies, détestables, liberticides, pourvu que ces qualifications retombent sur les républicains désintéressés et purs que l'on désespère de séduire. Il existe enfin ce système de factions diverses ; mais vouloir que nous fixions exclusivement nos regards sur l'une d'elles à l'instant où, par des preuves acquises, la vigilance du gouvernement a découvert que l'on travailloit pour une autre, ne seroit-ce pas nous faire prendre le change, et détourner nos yeux vers un ennemi moins rapproché, pour nous faire perdre de vue celui qui campe sur les glacis de la place ?

Au surplus, l'essentiel consiste-t-il à donner plus ou moins de créance à l'importance de tel ou tel parti ? Non, l'essentiel est de les signaler, de les poursuivre tous. C'est les comprimer tous que de les dévoiler, et c'est déjouer celui qui doit se montrer, qu'attaquer, renverser et punir celui qui se montre.

J'ai dit que c'étoit les comprimer que les dévoiler, et que tous tendoient au même but : cette assertion deviendra plus claire, si vous vous rappelez et si vous publiez que tous ont constamment la même marche. Seulement, instruits par leurs défaites, et profitant de cette inconcevable situation défensive où ils ont eu l'art de placer les républicains, les conspirateurs ont perfectionné leurs dispositions ; mais le fond est toujours resté le même.

Un plan combiné au château fut connu et imprimé sous l'assemblée législative. Que portoit-il ? Gagner les autorités, placer des agens, former des arrondissemens, établir des correspondances, répandre des imprimés, irriter le peuple, user l'opinion, et *attendre le signal*. On connoît les hommes qui étoient à la tête de cette *manufacture*. Je n'en parlerai point, la plupart ont péri.

Dans la conspiration du 21 floréal an 4, qu'a-t-on trouvé ? mêmes élémens, mêmes moyens : seulement un résultat différent, mais tellement insensé dans son atrocité même, qu'il est impossible de ne pas voir que la dissolution totale du corps social, qui en étoit l'effet direct, auroit fait recevoir comme un bienfait le despotisme le plus absolu ; et assurément, lorsqu'aux horreurs qui ont malheureusement souillé la révolution, l'imagination auroit joint les scènes épouvantables que l'on devoit donner pour *le bonheur commun*, on n'eût point été tenté de recouvrer une liberté qu'on n'auroit plus vue qu'à travers les torches, les poignards, les incendies et les échafauds.

Enfin dans la conspiration du 12 pluviôse quel est le plan de conduite ? Absolument le même : des agens sont établis, des autorités gagnées, d'autres que l'on se propose de corrompre ; empêcher votre réunion, comme Babœuf l'avoit recommandé ; laisser en-

trer dans Paris les fidèles attendus; s'emparer de tous les postes; rétablir l'ancien régime; abolir tout ce qui peut retracer l'existence de la République; rétablir les *anciens supplices*, et généralement tout ce qui devoit résulter d'un ordre de choses dont, il y a long-temps, les premiers succès ont été la dissémination de la haine dans le sein du Corps législatif, le déversement de l'opprobre sur tout ce qui chérissoit la République, l'imposture sur les intentions ou les actes les plus purs, le déchaînement de l'envie contre toute espèce de talent qui ne vouloit pas se vendre, la honte pour récompenser la vertu, l'exécration pour prix des sacrifices, enfin la calomnie ouvrant dans votre retraite la voie à l'assassinat. Avez-vous été frappés? Non; mais les cicatrices de Bollet sont-elles effacées? Anytus a subi la peine due à son crime . . . . Mais quoi! Socrate avoit bu la ciguë.

Oui, citoyens représentans, il est bon de le redire, quand on espère renverser un parti, chaque faction s'arrange pour profiter du changement dans l'ordre de choses établi; mais aussi quelquefois leur marche s'embarrasse, leurs intrigues se croisent, les conspirateurs se heurtent, et c'est là l'avantage que conserve une constitution fondée, contre laquelle tous les traits se dirigent, mais qui peut aussi espérer sur la division de ses ennemis. La comparaison des pièces, et sur-tout la lettre de Puisaye, confirment ce que j'avance, et sûrement l'observation ne vous sera pas échappée.

O vous qui, le 14 juillet, retrouvâtes la table des droits du peuple français sous les fondemens de la Bastille; vous qui, le *dix août*, vîtes tomber l'association monstrueuse de la tyrannie et de la liberté; vous qui, en luttant contre un roi *parjure*, fondiez déja la République; vous dont les sentimens

généreux et purs vous unissoient d'avance, et à la profonde douleur que les crimes devoient exciter, et aux actions héroïques qui ont illustré les plus belles époques du régime républicain, quel étoit le sort que vous réservoient tous ces augustes réformateurs et modificateurs ? Vous eussent-ils envoyé aux supplices rétablis, ou vous auroient-ils condamnés au tourment plus grand d'être les témoins de leurs triomphes, et d'entendre blasphémer chaque jour ce qui vous avoit coûté tant de sang et de larmes ? Ainsi le 15 pluviôse Mantoue tombe au pouvoir de l'armée victorieuse d'Italie, et le 12 on conspiroit pour faire tomber la République au pouvoir de l'Autriche. Que dis-je ! on conspire encore ; la preuve en est dans les papiers des conjurés. Ils ont une opinion à eux ; ils la forment, ils l'entretiennent ; *la manufacture* est toujours en activité. Horrible atelier de brigandages et de crimes, unique espoir des préjugés passés et de nos ennemis vaincus ! Quelles larmes amères n'ont point à verser ceux qui, les regards toujours fixés sur un passé qui doit nous instruire, mais qu'on ne peut plus rappeler, encouragent, à leur insu sans doute, les entreprises de toutes ces bandes que la division seule peut enhardir ! Ne semble-t-il pas que l'on voie autant de mineurs, chacun dans leur boyau, travaillant, chacun pour leur compte, à faire sauter, qui ? un pan de muraille ; qui ? une tour ; qui ? la place entière qu'ils assiégent ? . . . . Hommes coupables, cette place est votre patrie ! Est-ce avec le sang que vous laverez ses décombres ?

Il est donc bien avéré que l'on travaille sans relâche pour renverser le gouvernement républicain, pour rétablir un trône. Voudroit-on y placer d'Orléans ? je ne doute pas qu'il n'y ait des hommes qui le desirent. A-t-on voulu y mettre celui qui se nomme Louis XVIII ? cela est évident. Ses pouvoirs

sont donnés : l'un de ceux qui les ont reçus les a reconnus, avoués, et n'a pu en nier l'objet ; il n'a pas même laissé entrevoir que le plan fût hypothétique comme Berthelot l'a dit pour sa défense. Enfin le plan lui-même n'existeroit point, que ces pouvoirs donnés à Blankenbourg le 25 février 1796 démontrent que l'ordre de conspirer a été conçu, envoyé, accueilli, et nous fait voir dans quelle fausse sécurité on veut nous envelopper lorsque chaque fois que le fil de ces trames se découvre, l'existence en est toujours constatée. Ah ! c'est toujours la reprise du grand plan manqué en vendémiaire, et dont Lemaître et Geslin furent les artisans et les victimes La connexité de tous ces faits est plus claire que le jour. Les complices secondaires les nient; je le crois : la fabrique n'est point détruite ; elle ne le sera point tant que nous ne généraliserons point nos considérations, et que nous ne voudrons pas voir que, depuis 1789 jusqu'à nous, le projet de nous réasservir n'a jamais été abandonné un instant ; qu'il a fallu, au défaut de l'esprit de suite qui nous manquoit, un bonheur non interrompu pour en faire successivement avorter les parties apparentes ; mais qu'enfin un gouvernement est peu sûr lorsqu'il faut une série de prodiges pour le maintenir. Si d'une main ferme nous n'aidons point au gouvernement pour empêcher que les élémens des troubles ne se glissent dans l'Etat, ils y reflueront continuellement ; si les égards de l'humanité sont dus à tout individu, même coupable, il ne faut pas que ces sentimens l'emportent sur l'intérêt pressant, sur la vive sollicitude, sur la véritable pitié qui est due à une nation entière qu'on voudroit replonger dans les flots de sang d'une nouvelle révolution. On n'est pas *bon*, disoit un Spartiate, quand on ne sait pas être sévère aux méchans. Notre mission, notre intérêt personnel,

n'ont ici qu'une seule et même voix : lorsque nous avons voulu la liberté, comme représentans nous l'avons voulue pour le peuple ; mais comme hommes, comme citoyens, nous l'avons voulue aussi pour nous.

Je sais comment, se fiant sur cette effrayante dépravation de la morale publique, dépravation dont ils sont les auteurs, et comptant sur la légèreté et l'irréflexion du public qui lit, les complices dont je parle dénaturent les faits et cherchent à faire dévier l'opinion dans cette affaire. Il ne sera pas difficile de les rétablir.

Vous avez pu voir depuis un mois avec quelle *bonne foi*, quelle *impartialité* l'on a rendu compte de cette dernière et royale conspiration ; vous vous serez étonnés peut-être des efforts généreux que l'on fait pour en pallier l'odieux, et même pour le rejeter entièrement sur ceux à qui l'on voudroit pouvoir attribuer toute espèce de malveillance pour les écraser plus sûrement : mais il vous aura semblé très-conséquent que les hommes de qui l'on peut demander *quel est le crime qu'ils n'aient pas conseillé*, tentent d'excuser un forfait qui seul les comprenoit tous ; et vous saurez alors comment tant de personnes abusées, dont l'unique intérêt est le maintien de la République, paroissent à l'extérieur insouciantes pour sa conservation. Comme autrefois le mot de *roi* en France, au gré des courtisans, emportoit presque l'idée de la perfection divine ; ainsi aujourd'hui l'on apprend aux foibles à lier toujours l'idée de *crime* au mot de *liberté*. Une conspiration éclate ; *ce sont les républicains qui l'ont tramée*. Mais elle a pour objet la restauration du trône : *n'importe, ce sont eux ; car les anarchistes en auroient été les instrumens*. Certes on n'a jamais nié, on a pu voir même en lisant les pièces imprimées du procès de

Babœuf, que cette foule d'individus que l'ignorance affaisse, et que tourmentent la fainéantise ou le besoin de la débauche, est toujours à qui la paie, et sert tous les partis sans en connoître ni la fin, ni le secret des chefs. Mais, de grace, qu'ont donc de commun avec les Républicains des hommes qui, s'ils dominoient, comme on le prétend, demain renverseroient la République? *Tout un* ou *tout autre.* Qu'est-ce à dire? Et moi aussi je répéterai *tout Républicain*, ou *tout autre républicain*, *tout constitutionnel*, ou *tout autre que constitutionnel.* Ces deux cercles, je crois, sont fort distincts et ne peuvent se confondre. Si l'homme de bien, si le vrai patriote est dans le premier, on voit que le second enferme véritablement les factieux et les dupes de toutes les classes et de tous les costumes, et que si l'on a besoin de troubles, d'agitations, de complots, de calomnies, c'est là qu'il faut les aller chercher.

Mais, ajoute-t-on, n'est-il pas avéré que Poly, l'un des hommes impliqués dans cette affaire, étoit un terroriste forcené, un agent de l'odieuse tyrannie décemvirale, un orateur de clubs, et qu'il a long-temps porté et fait porter le bonnet rouge à Troyes dans le département de l'Aube?

Il n'est que trop certain que beaucoup d'hommes qui se sont signalés de la manière la plus vile et souvent la plus atroce, au milieu des extravagances et des cruautés commandées pour rendre la République ridicule et odieuse, ont reparu depuis sous d'autres formes, professant une religion politique différente, et prêts à déchirer de nouveau le sein de leur patrie. Mais que s'ensuit-il de là? Ce que les écrivains éclairés ont souvent répété, ce que les citoyens clairvoyans ont long-temps soupçonné; savoir, que tous les mouvemens de l'anarchie se rattachoient au roya-

lisme, et que tel *patriotissime* de 1793 n'étoit qu'un royaliste déguisé qui s'est démasqué en 1797 ; que l'on trouvera dans les complots des Capets des hommes qui ont figuré dans ceux de Marat et d'Henriot, et que certains salons se sont plus réjouis de la mort de Vergniaud, de Condorcet, de Bailly, que les tavernes. Enfin qu'est-ce que ce M. Poly qui, en 1793, affublé du bonnet rouge, de la carmagnole et de la plaque maratiste, péroroit dans les clubs du département de l'Aube, et peut-être proscrivoit ou faisoit proscrire en criant *vive Marat?* Est-ce un négociant français, un savant épris d'amour pour la liberté et le bonheur de son pays? est-ce un artisan, un homme ignare, à qui le défaut d'instruction sert d'excuse? Non, c'est un baron allemand. Mais au moins cet homme, que son respect pour la liberté et l'égalité avoit porté à se dépouiller de son titre de baron, et enivré au point de le pousser dans l'exagération, va-t-il, ne fût-ce que par pudeur, demeurer sur la ligne constitutionnelle, et se contenter de notre République, lui qui peut-être voulut la *République des égaux*? Point du tout ; il jette feu et flammes contre la République et la constitution; il conspire pour faire égorger ces *scélérats républicains* qu'il poursuivit sans doute comme modérés en 1793. C'est la règle ; elle est parfaitement suivie par ceux qui, avec la même *bonne foi*, ont couru la même carrière. Vous n'avez point oublié, j'espère, que MM. Proly, Pereyra, Guzman, Frey, Clootz, étoient, non pas de malheureux ouvriers français à qui la révolution avoit fait tourner la tête, mais bien des seigneurs autrichiens, espagnols, portugais et prussiens; vous vous souvenez que leur influence étoit telle, que, lorsque nous, bien moins Français sans doute que ces fils adoptifs sans lesquels la République se seroit

perdue, que lorsque, dis-je, effrayés de leur *patriotisme* du 10 mars, nous proposâmes, au nom du comité de défense générale, dont moi, *modéré*, j'étois alors l'organe, des comités de surveillance à l'égard des étrangers, ils se jouèrent de nos précautions, s'emparèrent des comités qui devoient les surveiller, s'y placèrent d'emblée comme ils auroient fait chez eux, et définitivement s'en servirent comme un voleur se sert de la barre d'une porte qu'il a enfoncée, pour assommer le maître de la maison. Qu'importe qui donne le mot d'ordre? il est toujours le même : *Tournons contre leur gouvernement tout ce qu'ils feront pour sa défense, et faisons qu'ils se déchirent de leurs propres mains.*

Qu'il seroit bien temps cependant d'ouvrir les yeux sur tous ces piéges semés à dessein sous nos pas! Et pour ramener ces exemples et ces considérations au sujet de ce discours, tandis que chaque jour, dans l'un ou l'autre conseil, l'on discutoit, l'on pressoit toutes les déterminations relatives, soit au tirage au sort du tiers d'entre vous, soit à l'instruction des assemblées primaires, chaque matin l'on imprimoit *que ces exécrables conventionnels, odieux à tout le genre humain, vouloient se perpétuer.* D'autre part, les conjurés prenoient tous les moyens pour empêcher les assemblées primaires d'avoir lieu; les pièces prouvent qu'ils en redoutoient les choix, et qui accusoit-on de s'opposer aux droits du peuple? C'est vous.

Permettez-moi de placer ici un trait de l'histoire d'Angleterre plus instructif qu'aucun raisonnement, et dont chacun de nous fera facilement l'application à notre situation actuelle.

Les *cavaliers*, au commencement de la révolution anglaise, étoient les partisans du pouvoir absolu; tout-à-coup ils devinrent les plus effrénés champions

de la démagogie. Nous avons été trompés, disoient-ils : mais aujourd'hui nous reconnoissons les avantages de la liberté ; aussi nous la voulons dans toute sa plénitude et sans la moindre altération. Au retour de Charles II, les *cavaliers* changèrent encore subitement. L'autorité précédente, dirent-ils pour raison, nous a paru illégitime ; c'est pour cela que nous en forcions les ressorts, que nous en outrions les maximes. Maintenant nous avons un chef légal ; nous le défendrons, et nous écraserons sans pitié tout ce qui sera soupçonné d'attenter à son autorité illimitée.

Les mêmes circonstances et les mêmes passions donnent toujours, à quelques nuances près, les mêmes résultats. En France, nos ennemis au-dedans se sont dit : Profitons des malheurs que la révolution a répandus ; aigrissons les plaies qu'elle a ouvertes ; ne montrons la liberté qu'à travers le voile sanglant de la terreur, et cachons derrière la paix et le silence de la servitude tous les attentats, tous les crimes de la tyrannie : que les quinze mois de la domination passagère qui a pesé sur la République soient tellement identifiés avec le régime républicain, qu'on ne puisse séparer ce régime de cette domination ; qu'ils effacent la somme effrayante des atrocités antérieures ; que le titre de citoyen rappelle l'idée d'un égorgeur, et que les plaintes arrachées par nos dernières calamités étouffent ces longs gémissemens que pendant des siècles le despotisme royal, les exactions arbitraires et la barbarie féodale ont excités chez nous. Usons la liberté par la fièvre de la licence que nous avons allumée, et ce peuple imprévoyant et déchiré sera ramené par l'habitude dans les chaînes qu'il a brisées : la fièvre générale sera notre excuse, à nous ; et le mérite d'avoir rétabli les privilèges sera le gage de ceux qui nous seront accordés.

Au dehors, ils ont dit : Flattons leurs passions et leur orgueil ; la force seule ne peut nous réussir : stimulons-les et par la crainte et par l'espérance, jusqu'à ce que, parvenus à saisir le pouvoir, nous puissions briser sans péril ces vils instrumens de notre réintégration, et les livrer ou comme victimes ou comme serfs à ceux qui n'ont point abandonné notre cause. Déplorable cause qui depuis Favras jusqu'à nos jours a sans cesse conduit à l'échafaud et au crime ceux qui s'y sont livrés !

De son côté, la coalition armée a senti que l'existence tranquille d'un gouvernement qui assuroit à tous des droits égaux, étoit le signal ou de sa perte ou de sa honte, tandis que si elle parvenoit à le renverser, non-seulement elle ôtoit aux nations le dangereux spectacle d'un peuple qui s'étoit rendu libre, mais que de plus elle pouvoit espérer d'en diviser le territoire et d'en partager les dépouilles.

C'est sur ces différens *patrons* que se sont modelées toutes les factions qui nous ont dévorés et qui nous dévorent encore ; et vous voyez déjà à quel d'entre eux il faut rapporter celles que le gouvernement a découvertes : les unes ont porté nuement, ou la couleur de l'étranger, ou celle des prétendans français à l'autorité arbitraire en France : les autres, dupes grossières de leur frayeur ou de leur vanité, n'ont vu de ressource pour elles qu'en enchaînant leurs égaux, et les remettant, pieds et poings liés, à des *maîtres ;* ils ont ambitionné l'honneur d'être bourreaux pour s'éviter le danger d'être victimes. Les membres de ces différens corps ont tour-à-tour arboré l'étendard et les principes qui pouvoient le mieux les servir : jacobins, feuillans, cordeliers, royalistes, suivant les temps et l'opinion régnante ; tandis qu'au milieu de ces agitations le peuple crioit *liberté*, *égalité*, *sûreté*, et que les véritables amis de son bonheur étoient

successivement proscrits, ou pour leur modération, ou pour leur énergie. Seroit-il donc vrai qu'accommoder au temps sa conscience et sa volonté seroit la première des vertus sociales, et que la vieillesse ignominieuse des flatteurs du premier des Césars seroit préférable à la mort prématurée de Caton? Ce n'est point sur de telles maximes que peut reposer une République : ce ne sont point elles que suivent nos armées, nos armées victorieuses de l'ennemi, des privations et des saisons.

Au sein de cette aggrégation de désordres et de bassesses parut, à la honte des lettres, l'organisation avouée de la calomnie. Des hommes que le plus déhonté apologiste n'oseroit défendre aujourd'hui, sans préalablement passer condamnation sur leur infamie, se sont érigés je ne sais quel tribunal d'où la vérité est soigneusement bannie, et où tout ce qu'il y a de faux et d'impur est accueilli et payé : c'est là qu'on rencontre toutes les contradictions et toutes les absurdités; on y parle de patrie, et l'on invite à la noyer dans le sang; on y parle de constitution, et l'on y fait les vœux les plus ardens pour le régime royal auquel cette constitution succède; on y parle de paix, et l'on y agite les torches de la guerre civile; on y parle de République, et tout ce qui est républicain et patriote s'y trouve diffamé et proscrit; les voleurs y sont honorés, et le mépris qui leur est dû, on l'applique à l'indigence honnête; les assassinés y sont insultés, et les meurtriers portés en triomphe; chaque jour impunément ils ont le privilège de troubler les familles, de flétrir le citoyen irréprochable, la femme ou la fille vertueuse; d'insulter le défenseur de la patrie, ou d'avilir ses lauriers : que dis-je ! c'est au sein même du sénat qu'ils ont le droit d'arranger leurs *utiles* impostures : il ne se lève pas un seul représentant, dont leurs valets

n'attaquent la réputation ou les mœurs, ici, au milieu de vous, à haute voix, bravant toute pudeur, toute décence, bravant et l'indignation des étrangers qu'ils fatiguent, et la vengeance personnelle que semblent autoriser l'impunité et le silence de la loi. Ils m'entendent, qu'ils écrivent.

Ecrivains courageux qui avez réveillé la voix de la nature dans le cœur de l'homme asservi; vous dont la raison lumineuse a dévoilé la laideur du despotisme et de la superstition; Bacon, Locke, Voltaire, Buffon, Montesquieu, Rousseau, Mably, vous tous enfin, premiers pères de notre liberté, sont-ce donc vos héritiers?

Méprisez les principes de servitude et de domination de vos ennemis, représentans du peuple; mais, je vous en conjure, ne méprisez pas leurs desseins et leur ambition sanguinaire. Voyez si ces trompettes de l'imposture qui sont à leurs ordres, et qui depuis un an ne cessoient de nous dire: *Les conspirations royalistes sont des chimères, le royalisme un fantôme; il n'y a à redouter que l'anarchie et ses suppôts; il faut les exterminer, pour que la France recouvre son antique bonheur;* voyez, dis-je, si malgré l'évidence et l'atrocité du dernier complot, ils ont changé de langage et d'attitude. Au contraire, leur impudence s'en est accrue au point que l'on pourroit se demander si le machiavélisme des conspirateurs n'a pas en réserve quelque coup caché dont ils se croient sûrs; ou plutôt si leur délire ne regarde pas comme extrêmement naturel de conjurer, pour remettre sur ce qu'ils appelent *le trône de ses pères*, un chef débonnaire que le supplice d'un million d'hommes rassureroit à peine. A les entendre dans leur atroce démence, tout ce qui se fait pour renverser la République est légitime; tout ce qui se combine pour nous rendre ce *régime chéri*, où les

ordres d'un homme ivre ou insensé, d'un vieillard imbécille, ou d'un enfant d'un Claude ou d'un Caligula, sont des lois sacrées, tout est honorable et digne d'éloges. Il est inconvenant de déranger ces plans *d'humanité*, et affreux d'en persécuter les auteurs : il n'y a, selon eux, que le crime en haillons qui soit crime. Représentans, pour bien juger des choses, il faut se mettre dans la position même des acteurs. Or, imaginez-vous que vous assistez aux colloques secrets de ces apôtres de la tyrannie : l'un travaille pour la ligne directe, l'autre pour la ligne collatérale ; celui-ci pour l'étranger, celui-là pour le *plan mitoyen* : chaque projet a ses divisions et subdivisions. Puis, après avoir fait sa part, on fait celle de ses amis ; l'on garde *in petto* les articles secrets ; et dans tous ces calculs, ce qui est compté pour rien, c'est, comme jadis, la nation, le peuple, le *tiers-état*. Pardon si je me sers d'une expression qui honora le berceau de la révolution, mais que le titre de *citoyen* a dû remplacer ; c'est parce que je vois les efforts des factions tenter de nous ramener au-delà de la première époque de notre liberté, que je voudrois nous voir bien convaincus qu'il s'agit pour nous aujourd'hui comme alors de l'asservissement complet, de l'anéantissement de nos droits et de nos lumières, de l'envahissement de nos fortunes, ou de la tranquillité, du bonheur et de la liberté, si nous avons le courage de les vouloir, en maintenant la constitution et les principes qui l'ont fondée, si nous ne perdons jamais de vue cette *manufacture* dont on espère sauver les *entrepreneurs*, et rallier les *fils* et les *ouvriers*.

Ne nous le dissimulons point, il est dans l'ordre des choses que la tyrannie conspire sans cesse contre la liberté. Les faits vous prouvent cette assertion, puisque, malgré tant de projets échoués, le plan

formé n'est point abandonné, et que chaque défaite ne semble qu'un avis pour le rectifier. Aiderons-nous à son succès en en détournant nos yeux? et le danger existera-t-il moins quand nous refuserons d'en apprécier l'étendue? Oh! certes, nous n'en serions point à ce degré de péril, si, dès le commencement de l'établissement constitutionnel, on eût opposé une digue à la dépravation de l'esprit public. Le royalisme timide craignoit encore alors de se faire soupçonner; insensiblement il s'est avancé, a séduit, soit par la terreur, soit par l'appât de la vengeance; et maintenant, vous le voyez, il ne dissimule ni ses projets ni ses espérances : que dis-je! lisez les pièces saisies; il espère même amener des fonctionnaires publics à se parjurer et à le seconder; non pas que nous donnions la moindre créance à son calomnieux espoir, mais tant il est vrai « que, dans le gouvernement des Etats comme dans la conduite de la vie, les effets d'une négligence habituelle ne se font pas sentir à mesure qu'on néglige quelques objets particuliers, mais présentent à la fin un total effrayant. »

Que ne mettons-nous donc pour nous défendre la même attention, le même courage, que depuis sept ans mettent nos irréconciliables ennemis pour nous perdre?

Non, quelle que soit la perversité du cœur humain, je ne puis le croire; si ceux que la haine égare, ou que des souvenirs douloureux irritent, étoient persuadés qu'il n'est point de transaction possible entre les principes de la liberté et la tyrannie, ils ne sont point assez ennemis d'eux-mêmes pour vouloir s'asservir eux et leur patrie sur les promesses d'un tyran qui se réserve toujours de n'en tenir aucune, et qui n'ignore pas cette maxime : *Ce n'est point pour l'intérêt du traître que l'on dépense son argent, et*

l'on n'a garde de le consulter quand on est le maître de ce qu'il a vendu. Eh bien ! qu'ils se convainquent que tout moyen d'arrêt est impossible, et que si jamais il a été vrai de dire, *la constitution ou la mort*, c'est dans cette occasion. Il n'y a point de milieu, il faut que cette constitution triomphe, ou que la France redescende dans la barbarie. Qu'ils songent à ce plan de représentation législative, où l'on tente de démontrer l'impossibilité, la folie, le *jacobinisme* de toute espèce de représentation nationale; qu'ils évaluent sans frémir le nombre d'hommes voués à la première proscription commandée pour la moindre transaction inconstitutionnelle; qu'ils n'oublient pas et le retour des anciens supplices, et l'établissement de ce rapide expéditionnaire, de ce grand prévôt dont tous les conspirateurs ont toujours eu l'idée; sur-tout qu'ils aient sans cesse devant les yeux cette odieuse duplicité qui tend à prendre la multitude de citoyens craintifs dans le filet d'une fausse amnistie, pour les livrer ensuite à des parlemens qui laisseroient au gracieux souverain le mérite de la bonté, et lui donneroient à-la-fois le plaisir de la vengeance : et ce sont de pareils misérables qui se disent créés pour nous commander *de droit !* Et ce seroit pour ces chefs armés contre vous, qu'exhumant des respects idolâtres on prépareroit les esprits, ou à l'apathie, ou à une meurtrière indulgence ! Le sang d'un seul soldat français ne vaut-il pas mille fois celui de ce coupable de Blankenbourg, qui, pour la satisfaction de son orgueil, projette froidement le massacre des parens dont depuis quatre ans il fait tuer les enfans aux frontières ? Par quel étrange raisonnement s'est-il constitué mon ennemi, sans que je puisse me constituer le sien ? Et quelle est cette imbécillité humaine qui fait porter une juste horreur à l'auteur d'un seul forfait, et qui veut des égards et de la considération

pour celui qui en ordonne des milliers? *Aveuglez, égarez, séduisez, divisez pour régner :* tel est le secret de la tyrannie. Alors chacun s'imagine que l'orage ne peut arriver jusqu'à lui, et l'on se flatte de pouvoir échapper tandis que les autres seront en péril.

La constitution, ou la mort! Nous en sommes venus à ce point, que ce n'est plus maintenant pour le maintien de leur situation politique, mais que c'est pour leur vie même que les républicains résistent, et qu'ils peuvent dire des aspirans de la tyrannie ce que l'orateur grec disoit de Philippe : « Ajoutez, Athéniens, que vous avez de plus grands risques à courir que d'autres peuples. Philippe ne veut pas seulement asservir votre république ; non, mais la détruire. Il conçoit que vous ne voulez pas obéir, et que vous ne le pourriez plus quand vous le voudriez, étant accoutumés à être libres : aussi ne vous épargnera-t-il pas si une fois il devient le maître. Attendez-vous donc de sa part aux dernières extrémités, détestez et punissez les ministres qui lui sont vendus. Il n'est pas possible, non, il ne l'est pas que vous triomphiez des ennemis étrangers, avant que d'avoir puni vos ennemis domestiques qui sont à à leurs gages. » (*Dixième Philipp.*)

Le parallèle est frappant pour tout homme qui a su, soit dans un temps, soit dans un autre, apprécier sa dignité, et qui a donné quelque gage à la République, et à la liberté de son pays ; il n'est pas une seule ligne dans les pièces des différentes conspirations découvertes, qui ne lui apprenne quel sort on lui réserve. Le rapprochement est plus sensible encore si on le suit sous le rapport politique, comme citoyen, comme faisant partie intégrante du souverain. C'est alors que l'on considère avec effroi le démembrement de la France, dans le cas où le moindre de ces complots

pourroit réussir, si la volonté des hommes éclairés, si la fermeté des représentans du peuple et du gouvernement, si l'intérêt des citoyens n'étoient point réunis pour les faire avorter. Toutes les places qui pouvoient garantir Athènes de la servitude (1), furent le prix de l'argent semé parmi des orateurs et des ministres corrompus. Tout ce qui seroit en France à la bienséance de la coalition, indépendamment du pillage des propriétaires, qui seul pourroit suffire aux moyens qu'il faudroit prendre pour l'affermissement de la tyrannie; tout, dis-je, seroit remis comme indemnité à des chers alliés, dont les avances, les pertes et l'opiniâtreté ne peuvent être trop honorablement acquittées; et c'est alors vraiment que l'on donneroit toute son extension à ce terme mystérieux de *compensation*, si solemnellement apporté de Londres. Ainsi, vous, puissance d'Autriche, qui aviez si bien opéré pour la dévastation de cette République, avant que la victoire de Fleurus, et les savantes manœuvres de Pichegru dans la West-Flandre, vous arrachassent les places fortes du Nord; vous qui avez fait en France cent mille veuves, et privé cent mille pères de leurs fils, ce n'est pas trop, outre la Belgique, de la ci-devant Alsace et de la Lorraine, pour payer tant de bontés; recevez-les en toute propriété, terres, bêtes et gens. Vous, très-saint père, ministre charitable d'une religion de paix, je vous rends les comtats d'Avignon et Venaissin, plus le comté de Provence, et la rive gauche du Rhône jusqu'à Valence; c'est le moins qu'on doive au zèle apostolique qui vous fit entretenir les torches du fanatisme, et attiser l'incendie de la Vendée. Enfin, vous, roi d'Angleterre, dont l'argent a si puissamment servi la coalition, ne fût-ce que pour

(1) Serrie, Dorisque, Porthmos, l'envahissement de l'Eubée, etc.

légitimer votre titre de roi de France, prenez la Bretagne et la Guienne : ces *provinces* sont remplies d'hommes robustes et infatigables ; vous vous épargnerez, en les transportant à la Jamaïque, beaucoup de têtes de nègres ; et sur-tout que vos ministres ne craignent plus le spectacle d'un peuple libre en Europe : je vais m'occuper à ramener ce qui restera de la France au onzième siècle, *dans toute sa splendeur* ; j'anéantirai successivement jusqu'au *tiers état*. Je ne veux plus que des serfs et des nobles.

Quelle honte que l'on méprise assez une nation puissante et victorieuse, pour oser parler ainsi de lui rendre ses fers et d'en partager les dépouilles, comme on parleroit de partager les fruits d'une métairie ! Royalistes, anarchistes, orléanistes, partisans diffamés d'York ou de Charles, nos femmes, nos enfans, nos biens, tous les républicains, nos braves armées sont-elles donc votre propriété pour que vous puissiez en disposer comme d'un troupeau de bêtes ?

Il n'en sera point ainsi, si, usant contre vos ennemis de tous les moyens légitimes, mais n'en négligeant aucun, les citoyens apperçoivent par-tout dans l'intérieur l'action et l'image de la loi, dont ils vous ont fait les organes ; si la liberté n'est pas pour eux un vain nom, et qu'au contraire elle ajoute, comme elle le doit, à la prospérité individuelle ; si les institutions républicaines sont mises en activité, sont respectées, soutenues, et que les mœurs du citoyen remplacent celles du sujet. Il n'en sera point ainsi enfin, et tout cet appareil de complots que notre insouciance, notre foiblesse ou notre division, rendent formidable, tombera de lui-même lorsque vous aurez appris aux Français à se regarder comme plus heureux du bien qu'ils possèdent actuellement, que comme malheureux par la privation de ceux qui leur manquent encore.

Après tant de leçons et de désastres, une simple hypothèse que chacun peut faire, et dont l'expérience et les faits passés confirmeront la conclusion, peut démontrer ce que nous avançons. Je vous prie de m'en permettre la supposition : je regrette d'avoir autant pris sur des momens que réclament, sans doute, des objets de détermination urgente ; mais, puisque votre commission a réuni toutes les probabilités qui indiquent clairement vers quelle effroyable catastrophe les conspirations quelconques entraîneroient inévitablement la majorité de la République, il est bon de se convraince que si la fin est atroce, les moyens, quelle que soit cette fin, ne le sont pas moins, ne peuvent pas l'être moins. Il faut savoir entendre des vérités dures, lorsqu'elles peuvent nous éviter l'excès des calamités.

Je suppose que le chef de chacune de ces conspirations se trouve placé là en présence des représentans du peuple et des citoyens assistans, je les interroge. Vous, tribun populaire, que prétendez-vous ? *Etre le chef, établir le bonheur commun, l'égalité parfaite, et la communauté de tous les biens.* Bon, nous connoissons toute la solidité d'un plan : mais quels seront vos premiers moyens d'exécution ? *Le supplice de tout ce qui compose les autorités constituées actuelles et l'anéantissement de tout ce que je nomme aristocrate en France, pour qu'il n'y reste que des démocrates purs, et des égaux de fait et de droit.* Et vous, royalistes, n'importe pour quelle branche, quel est votre but ? *De rendre à la France le bonheur dont elle jouissoit autrefois.* J'entends : nous connoissons ce bonheur, nous n'avons pas encore oublié les tortures, les droits féodaux, les gabelles, les privilèges, les dîmes, les chasses, et généralement toutes ces inventions heureuses qui sacrifioient le grand nombre aux menus

plaisirs de quelques hommes, lesquels trouvoient si dur de souffrir et de mourir comme nous! . . . . Mais quels moyens emploierez-vous ? *Oh! il est indispensable de se défaire de tout ce qui a tenu à la révolution : fonctionnaires, écrivains, gardes nationales, défenseurs, le venin de la sédition a corrompu toutes ces ames ; il faut l'extirper ; il ne faut pas risquer, par une pitié mal entendue, le salut du prince et la sûreté du trône. S'ils n'eussent pas regardé leur roi comme un homme, jamais ils n'auroient osé le juger : tous sont coupables ou complices ; ils ont fait, ou laissé faire, ou encouragé à faire ; et c'est la journée du Jeu de paume qui a enfanté celle du 21 janvier.*

Et vous que je ne sais comment qualifier, qui voulez associer un fantôme de royauté avec les principes républicains d'une des éphémères constitutions (1), quels sont aussi vos premiers moyens de réussite ? *L'égorgement des républicains, l'éclatante punition de l'affreuse journée du 10 août, où l'on a osé renverser le trône, et le juste châtiment de cette assemblée législative, dont le devoir étoit de prononcer, non pas la suspension, mais la déchéance, comme le lui demandoit la commune de Paris ; puisque par-là le trône restoit constitutionnellement debout, et que constitutionnellement on eût pu y placer pour régent tel mannequin qui nous eût convenu.*

Ainsi donc il n'est aucun projet de révolte contre la constitution républicaine, dont la base ne porte sur de vastes Saint-Barthélemy, sur des incendies, des meurtres, et sur le ravage des propriétés. Ainsi c'est le poignard et la torche à la main que ces prétendus restaurateurs de leur patrie ramènent ce

(1) Lettre de Puisaye.

bonheur suprême qu'ils nous promettent ; c'est pour l'exécution de tels plans, c'est avec de tels moyens qu'ils cherchent des complices et des dupes, et ils en trouvent ! Insensés qui croyez, sur la foi de ces perfides, que vous pourriez changer ce gouvernement qui ne vous déplaît que parce qu'il est le vôtre, comme on change une décoration théâtrale, calculez au moins ; sachez qu'il faut mille fois moins d'efforts aujourd'hui pour conserver votre constitution, pour l'améliorer, pour en tirer tout ce qu'il y a de bon et de desirable parmi les hommes, qu'il ne faudroit de sacrifices, de sang, de larmes, de crimes et de ravages, pour en établir une autre ! Et puis maintenant dénigrez la République, appelez la guerre civile, et applaudissez aux conspirateurs !

Quelle cause a perdu le trône ? Pensez-vous que, fières d'une longue et antique usurpation, ces familles qui regardoient le pouvoir comme un bien héréditaire, aient manqué de volonté, de projets et même de moyens pour s'opposer aux efforts de la liberté ? Non sans doute ; le contraire est démontré chaque jour. Sont-ce les lâches courtisans dont la cupidité calculoit sur un changement de dynastie, qui tenoient les fils moteurs de la révolution, ou qui en ont favorisé les élans ? Non, mais l'indignation réagissoit sans cesse contre une cour avilie à qui l'excès de la corruption n'avoit rien laissé de sain et d'honnête. Le peuple n'étoit rien pour elle, elle ne fut rien pour lui. Oui, c'est cette coupable indifférence qui a précipité la chûte d'un régime étranger à la nation et souvent l'ennemi le plus cruel de ceux qu'il gouvernoit. C'est par les vices, les cruautés, l'isolement, que les états et les gouvernemens périssent, beaucoup plus que par les irruptions hostiles. Un complot est découvert : eh ! qu'importe si votre insouciance encourage à en former de nouveaux tous les jours, si

vous regardez *passer* la conspiration comme jadis la cour voyoit *passer* la misère du peuple? J'entends: l'enthousiasme est épuisé ; les malheurs d'une révolution qui a remué tous les élémens du corps social ne laissent de sentiment que celui d'une fatigue douloureuse, de desir que celui de réparer ses pertes : comme un malade brisé par les accès d'une fièvre aiguë se rétablit lentement, traîne une longue convalescence, concentre vers soi toutes ses affections et ne soupire qu'après le repos. Mais au moins, citoyens français, ce repos que vos vœux appellent, faites donc ce qu'il faut pour l'obtenir : vous voulez la paix, vous voulez la restauration des finances : eh bien ! l'un et l'autre point dépendent de vous ; dans un mois peut-être vous donneriez la paix et vous recevriez les indemnités de la guerre, si votre volonté, d'accord avec votre intérêt, vous serroit autour du gouvernement républicain ; si l'ennemi n'espéroit pas qu'au lieu de le soutenir vous êtes prêts à le laisser tomber, ou même à l'attaquer. La supposition est fausse, je le sais ; mais c'est la conviction du contraire qu'il faudroit lui donner. Tous ces hommes qui ne songent qu'à vous faire prendre en haine la république, qui vous invitent à dédaigner, à fouler aux pieds tout ce qui en porte le caractère, et qui vous en donnent si impudemment l'exemple ; tous ces fervens apôtres des distinctions et des abus, qui s'annoncent en tous lieux pour n'avoir rien de plus cher que votre félicité, eux seuls en reculent l'époque. Plus ils parviennent à atténuer l'esprit public et à vous faire haïr les principes de la liberté, plus ils semblent dire à la coalition (ce qui se trouve encore dans les pièces saisies, *lettre de d'Entraigues*) : « Patientez, ne vous pressez point, ne faites point la paix ; si vous êtes battus au dehors, vos fidèles alliés triomphent dans l'intérieur ; nous lasserons le peuple,

nous le fatiguerons, nous lui parlerons sans cesse de paix, afin de lui en accroître le desir et le besoin; mais gardez-vous d'y accéder, pour que l'odieux de la guerre retombe sur les républicains exclusivement ».

Français de tous états, et j'ose dire de toute opinion, qui ne voulez plus de révolutions, qui voulez la paix et le retour de l'abondance, oui, la simple manifestation de votre attachement au régime actuel et aux institutions qui le rendent immuable suffit pour écarter les malheurs dont chaque parti vous rendroit la victime, pour étouffer toute conspiration dès sa naissance, par l'impossibilité d'avoir l'ombre d'un succès, et enfin pour faire cesser les horreurs de la guerre.

Certes, quoi qu'en publient les calomniateurs, ce n'a point été dans l'un ou l'autre Conseil, ce n'a point été dans le gouvernement républicain que l'olivier a jamais été repoussé : mais puisqu'à chaque victoire nous avons énoncé le vœu formel de la paix, puisque nos combats n'ont pour objet que de la donner ou de la conquérir, je crois que c'est assez avoir publié nos sentimens à cet égard, et qu'il est inutile, quand nous en gémissons chaque jour, de relever continuellement avec une sorte d'affectation les malheurs d'une guerre que l'ennemi a commencée, que l'ennemi seul prolonge. Oui, que toute l'horreur des nations retombe sur ceux qui se refusent à la paix! Ce langage, ce me semble, n'est point usité parmi les vainqueurs. Quand le principe des compensations a été posé, a-t-il été rejeté par le gouvernement? Non, il a été adopté. Mais quand, à l'explication, l'on a vu qu'il s'agissoit de déshonorer la république, de la démanteler, d'en ouvrir et d'en confier les issues à nos ennemis, de violer des traités sacrés, des promesses solennelles, le gouvernement a senti la dignité

et l'intérêt de la nation ; il ne s'est point modelé sur ce cabinet d'une cour corrompue qui, en 1787, reçut le prix de l'invasion de la Hollande : il a senti que si l'intérêt des contractans formoit les alliances entre les peuples, la loyauté la plus sévère les garantissoit et en acquéroit de nouvelles; il a senti qu'il ne devoit point, par une condescendance criminelle, encourager à des demandes plus absurdes encore, demandes que les affidés de l'intérieur, qui comptoient sur la conspiration du 12 pluviôse, annonçoient assez naïvement. Tels sont les principes qui ont dû diriger votre gouvernement : tels sont ceux qui serviront de règle aux représentans de la nation ; elle en a pour garans leur caractère et leurs sermens.

Au reste, veuillez encore sur ce point écouter la leçon de l'histoire. C'est là seulement que les législateurs des nations peuvent espérer de trouver les conseils de la sagesse, de l'impartialité et de l'expérience ; vous verrez jusqu'à quel point il peut éclairer votre situation politique actuelle.

Rome avoit vaincu à Zama, et avoit donné à sa rivale, fatiguée de la guerre, la paix meurtrière qui lui présageoit sa destruction ; elle lui avoit interdit la guerre sans l'aveu du sénat romain, enlevé armes, vaisseaux, éléphans, et imposé un tribut. Les premières conditions s'exécutèrent sans murmure. Quand on en vint à la dernière, la désolation fut universelle; Annibal seul parut riant, à la place publique ; on le lui reprocha, il répondit :

« Si l'intérieur d'un homme pouvoit se voir comme les traits de son visage, cette joie que vous me reprochez, vous vous convaincriez bientôt qu'elle part moins d'un véritable contentement que d'un cœur rendu insensé par le malheur ; mais au reste, fût-elle

vraie, elle seroit moins déplacée que ne l'est aujourd'hui votre intempestive douleur : il falloit pleurer lorsque, sous l'apparence de la paix, on vous ôtoit vos armes, vos vaisseaux, vos munitions, vos places, vos alliés, et tous vos moyens de défense ; il falloit pleurer quand, au nom de la paix, on vous laissoit nuds et désarmés au mileu des nations armées de l'Afrique. Mais alors personne n'a gémi, tant il est vrai que nous ne sentons des maux de l'État que ce qui touche nos intérêts particuliers : et maintenant qu'il vous faut payer le tribut auquel vous vous êtes soumis, vous pleurez comme dans un deuil public ! Ah ! que je crains que vous ne sentiez bientôt que ces larmes que vous versez, vous les donnez au plus léger de vos maux ! » (*Tite-Live, liv.* 32.)

Je n'ajoute aucunes réflexions, chacun de vous les a faites.

Représentans du peuple, les agitations sont inévitables dans les États libres ; elles sont le résultat de cette inquiétude individuelle qui naît du sentiment de ses forces et de sa liberté : mais il dépend de la sagesse et de la fermeté des législateurs d'empêcher qu'elles ne dégénèrent en commotions violentes, en séditions. Depuis sept ans on croiroit voir en France la lutte du bon et du mauvais principe ; la liberté n'a rien gagné que de vive force sur le despotisme : il est temps de faire cesser ce grand scandale politique, et de substituer le culte auguste de la loi à ces superstitions éphémères que les partis érigent pour les idoles qu'ils élèvent. Hélas ! il me semble entendre le bruit de leur chûte successive et les gémissemens tardifs des infortunés qui leur ont prostitué leur encens et leurs hommages. C'est au Corps législatif, c'est au gouvernement républicain à présenter sans cesse à ceux que les dangers et

l'expérience ont instruits, un point de ralliement dont aucune faction ne puisse approcher. Protégé par la loi, rassuré par son imperturbable énergie, on ne sera point tenté de rechercher un autre abri, ni de courir les chances hasardeuses des conspirateurs ; on ne voudra que la constitution, lorsqu'il sera bien évident que la sûreté est là, et n'est nulle part ailleurs. La conspiration dont nous vous avons entretenus avoit, comme toutes les autres, l'esclavage pour but, et l'égorgement et la rapine pour moyens : c'est toujours l'ambition du pouvoir et le mépris des hommes qui veulent exploiter à leur profit la crédulité, la foiblesse, et jusqu'à leur ressentiment. On se presseroit moins sans doute d'entrer dans ces ligues honteuses, si leur détestable objet n'étoit point caché sous des prétextes que l'habitude ancienne nous rend encore familiers. Hé bien! ce sont ces voiles officieux qu'il faut arracher : il faut que cet antique monstre du despotisme, n'importe qu'il se couvre des livrées féodales ou des guenilles de l'anarchie, soit produit à tous les yeux dans sa nudité ; qu'on le voye engloutissant les biens et la substance des esclaves qui rampent sous son empire, corrompant les mœurs, proscrivant les vertus, les talens, la force, le courage, l'émulation, et brisant, dans ses sombres défiances, jusqu'aux liens des familles. Il faut qu'à ces sinistres images vous opposiez le tableau des bienfaits d'une constitution libre adaptée à nos mœurs, qui porte en elle ses moyens de perfectionnement et d'amélioration, qui déja a pour elle d'avoir reposé la France pendant les dix-huit mois de son activité, d'avoir raffermi le terrein mouvant sur lequel nous marchons, d'y avoir fait croître la douce espérance et la consolation, d'avoir arrêté les divers complots, et dont le succès

peut-être surpasseroit notre attente, si les affections éclairées des citoyens lui portoient dès-à-présent le tribut de sentiment qu'elle obtiendra un jour. Il faut que vous rappelliez à sa dignité première la fonction d'homme de lettres que son utilité faisoit nommer une magistrature de morale publique, et dont les principes de sagesse et de liberté, la philosophie, l'indépendance, l'élévation et la rectitude des idées, ont si puissamment concouru à notre affranchissement.

C'est uniquement dans ces vues que votre commission vous a fait ce premier rapport ; elle vous présentera incessamment ceux qui doivent porter avec eux les mesures à prendre non-seulement pour réprimer ces attentats renaissans contre la constitution, mais même pour les prévenir et les faire découvrir. Ces rapports seront fondés sur l'examen approfondi de toutes les pièces relatives à ces complots, et sur les lumières que pourront fournir au Conseil les messages particuliers qui ont demandé au Directoire les renseignemens relatifs à l'exécution des lois sur les émigrés, sur leurs parens en place, sur les prêtres, et sur la responsabilité solidaire des communes dans les cas de délits : le gouvernement connoît ses droits et ses devoirs ; il saura atteindre le crime dans la fange des factions, et n'oubliera point que sur ce point, pour être hors de péril, *on n'a rien fait tant qu'il reste encore à faire*. Je sais que c'est par des actions, et non par des paroles, que des entreprises de la nature de celles dont nous parlons se répriment ; mais puisque la dépravation de l'opinion est aussi un des premiers moyens que les conjurés recommandent à leurs agens, votre commission a pensé que c'étoit coopérer à la vigilance active du gouvernement et remplir vos vues que d'éclairer du haut de cette tribune l'opinion des bons citoyens.

Je ne dis plus qu'un mot ; il entre dans ce que vous a dit en commençant votre commission : les conspirateurs comptoient sur nos divisions.... Non.... Français.... qui ne connoissez que l'ennemi de votre patrie, ce ne sera point au milieu de nous que se nourriront les germes des déchiremens intérieurs, et que viendront se perdre les fruits de vos victoires : nous courons tous la même carrière ; nous avons brûlé nos vaisseaux. Et qui de nous voudroit survivre à la perte de la liberté, à la ruine de sa patrie ? Les femmes des barbares les arrêtent dans leur fuite, et les repoussent au combat. De quel front un Français lâche ou perfide retourneroit-il dans ses foyers, pour ne porter à sa femme et à ses enfans que la honte et l'esclavage ? Ah ! c'est alors que les reproches, les remords, l'aspect des tourmens de ce qui nous est cher, et les grands souvenirs de la révolution, nous feroient trouver des forces dans notre désespoir même. Heureusement, quelle que soit la gêne momentanée où se trouve la République, un plus doux avenir s'ouvre devant elle ; ses ennemis au-dehors sont vaincus, ses ennemis au-dedans sont arrêtés : peu-à-peu, les plaies se ferment et la confiance renaît : que tous les moyens d'énergie, d'union, d'instruction, soient employés pour revivifier l'esprit public, et nous lui verrons produire avec moins d'efforts pour le maintien de la constitution, ce qu'il a fait pour le succès et la progression de la révolution. Nos armées, éternel objet de gloire et d'admiration, combattent pour la gloire et vainquent pour la paix. Près de la fin de notre carrière législative, après avoir vu la Bastille et le trône renversés, les factions enchaînées, la constitution républicaine fondée, les discordes intestines appaisées, que nous reste-t il à desirer ? de pouvoir bientôt, donnant l'exemple, comme hommes

privés, de la plus entière soumission à la loi, du respect pour ses magistrats, du dévouement à la République, reporter dans nos retraites l'olivier d'une paix solide et honorable : il sera, quoi qu'en disent les méchans, le plus doux de nos travaux et le dernier terme de l'ambition qu'ils nous reprochent.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Ventôse, an 5.

152